Arrêté concernant la répartition du crédit-cadre de 4.000.000 francs en garantie des emprunts bancaires souscrits par les organismes de soutien, nécessaires à leurs fonds de roulements

Le Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel,

vu le décret portant octroi de quatre crédits-cadre d'un montant total de 61.500.000 francs, destinés au cautionnement du fonds de roulement des institutions sociales, des institutions d'éducation spécialisée, des organismes de soutien et des écoles spécialisées, du 1^{er} septembre 2015;
vu la loi sur les finances de l'Etat et des communes (LFinEC), du 24 juin 2014, et ses règlements d'exécution;
vu la loi sur les mesures en faveur des invalides, du 11 décembre 1972,
vu la loi sur l'aide financière aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents du canton (LESEA), du 22 novembre 1967
sur la proposition du conseiller d'Etat, chef du Département de la justice, de la sécurité et de la culture;

Crédit d'objets	Article premier Dans les limites du crédit-cadre de 4.000.000 francs en garantie des emprunts bancaires souscrits par les organismes de soutien, nécessaires à leurs fonds de roulement, le Conseil d'Etat accorde le cautionnement simple de l'Etat à concurrence de 3.850.000 francs au maximum en garantie des emprunts bancaires souscrits par la Fondation Neuchâtel Addiction .
Cautionnement	Art. 2 ¹ Le cautionnement est accordé pour une durée limitée à 1 an dès dès le 1 ^{er} janvier 2016. ² Le cautionnement fait l'objet d'une rémunération de 1.25 %.
Entrée en vigueur	Art. 3 Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.
Publication	Art. 4 Il sera publié dans la Feuille officielle et inséré au Recueil de la législation neuchâteloise.

Neuchâtel, le 18 novembre 2015

Au nom du Conseil d'Etat:

La présidente,
M. MAIRE-HEFTI

La chancelière,
S. DESPLAND